

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SO.SAL.EX

58, route du Lignon - Vialavert

Envoi courriers à M. JACOB Richard - 294 hameau de la Sigarie - 81490 SAINT-SALVY DE LA BALME
81260 Le Bez

Références : 81-CRARC-2026-02
Code AIOT : 0006807957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement SO.SAL.EX implanté Chemin du Travès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. L'inspection a été annoncée le 08/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de s'assurer du respect :

- des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2025 (vérification périodique et documentation réglementaire relatives aux dispositifs de protection contre la foudre, maîtrise foncière dans la zone des effets létaux significatifs et détection incendie) ;
 - d'une non-conformité relative aux installations électriques ;
- faisant suite à la précédente inspection réalisée le 12 décembre 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SO.SAL.EX
- Chemin du Travès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006807957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SO.SAL.EX (société anonyme à conseil d'administration) exploite depuis 2008 un dépôt de produits d'explosifs composé de plusieurs cellules de stockage sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 octobre 2015 ; sa situation administrative est régulière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Implantation et distance d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	Installations électriques et éclairage	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée sur le dépôt d'explosif exploité par la société SO.SAL.EX a permis de lever certaines non-conformités suite aux actions engagées par l'exploitant, à savoir :

- la réalisation d'une vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre ;
- l'acquisition de la maîtrise foncière dans la zone des effets létaux significatifs ;
- la modification des installations électriques.

En revanche, la documentation réglementaire relative aux dispositifs de protection contre la foudre est encore incomplète et la détection incendie n'était pas installée le jour de l'inspection. Des justificatifs de la part de l'exploitant doivent être transmis à l'inspection dans le courant du mois de février 2026, faute de quoi des sanctions administratives et/ou pénales sont prises à l'encontre de la société SO.SAL.EX.

Par ailleurs, il est proposé de mettre en demeure l'exploitant, dans un délai n'excédant pas 1 mois, de procéder à la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre au regard des non-conformités relevées dans le rapport de vérification référencé 91220/25/3438 en date du 31 mars 2025. A ce titre, un projet d'arrêté de mise en demeure est joint au présent rapport.

Enfin, l'exploitant devra procéder au remplacement des serrures des portes d'accès aux cellules n°12 et 13 qui ne fonctionnent plus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
Prescription contrôlée : <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p>

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.
L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.

[...]

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.

Constats :

Lors de précédente inspection, il a été constaté l'absence de vérifications périodiques des dispositifs de protection contre la foudre depuis au moins 4 ans. Ainsi, la société SO.SAL.EX a été mise en demeure par arrêté préfectoral en date du 17 janvier 2025 de procéder à une vérification complète avant le 31 janvier 2025.

Par mail en date du 9 avril 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection le rapport de vérification référencé 91220/25/3438 en date du 31 mars 2025. Celui-ci met en évidence 4 non-conformités, à savoir :

- absence de parafoudre protégeant chaque mât d'éclairage extérieur ;
- absence de moyen de test pour le paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) ;
- valeur de la prise de terre supérieure à 10 ohms ;
- absence de dossier des ouvrages exécutés (DOE) et de la notice de vérification.

Par mail en date du 2 octobre 2025, l'inspection a demandé à l'exploitant d'indiquer les travaux de remise en état des dispositifs de protection contre la foudre réalisés et de joindre les différents justificatifs (factures notamment). Ce mail est resté sans réponse de la part de l'exploitant.

Lors de cette inspection, l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas procédé aux travaux de remise en état des dispositifs de protection contre la foudre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'obligation relative à la réalisation d'une vérification périodique des dispositifs de protection contre la foudre fixée par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2025 est respectée.

En revanche, l'exploitant est mis en demeure de procéder, dans un délai n'excédant pas 1 mois, à la remise en état des dispositifs de protection contre la foudre au regard des non-conformités relevées dans le rapport de vérification référencé 91220/25/3438 en date du 31 mars 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant dispose de l'analyse du risque foudre, de l'étude technique, du carnet de bord et du rapport de vérification complète réalisée par un organisme compétent. En revanche, il n'a pas été en mesure de remettre à l'inspection la notice de vérification et de maintenance des dispositifs de protection contre la foudre, documents également exigés dans le cadre de la vérification périodique. A ce titre, l'organisme compétent a précisé dans son rapport de vérification référencé 91220/25/3438 en date du 31 mars 2025 <i>"A défaut de notice de vérification, une vérification est réalisée sur la base des règles normatives applicables. L'exhaustivité de la vérification ne peut alors être garantie et le rapport n'est pas une vérification réglementaire recevable par l'administration"</i> .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu de la présence quasi-totale des documents réglementaires relatifs à la protection contre la foudre, il est proposé de ne pas mettre en œuvre les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement à l'encontre de la société SO.SAL.EX. Cependant et dans le courant du mois de février 2026, l'exploitant transmettra à l'inspection la notice de vérification et de maintenance des dispositifs de protection contre la foudre
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Implantation et distance d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Implantation et distance d'éloignement
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 30/05/2025

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>1. L'installation est implantée de manière à ce que la zone des effets létaux significatifs (Z2 pyrotechnique) ne sorte pas des limites de propriété. L'exploitant a la maîtrise foncière de cette zone.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon l'étude de sûreté et la demande d'agrément technique déposés en 2008 par la société SO.SAL.EX en vue de l'implantation du dépôt de produits explosifs, la zone des effets létaux significatifs correspondante à la zone Z2 est située à une distance de 36 mètres des installations pyrotechniques. Cette zone d'effets est comprise à l'intérieur des parcelles n°1755 et n°157 section A du plan cadastral de la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.</p> <p>Lors de la précédente inspection, l'exploitant disposait uniquement de la maîtrise foncière sur la parcelle n°1755.</p> <p>Lors de cette inspection, l'exploitant a présenté un contrat de location de terrain nu pour la parcelle n°157 en date du 1er janvier 2025 valable pour une durée de 3 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Installations électriques et éclairage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques et éclairage</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 14/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation.</p> <p>Les cellules renfermant les explosifs et les détonateurs ainsi que celle dite « de dégroupage » du dépôt de Saint-Salvy-de-la-Balme ne possèdent aucune installation électrique ou éclairage.</p> <p>Les gainages électriques et autres canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de flammes et sont convenablement protégés contre les chocs ou sont souterrains. Ils sont également protégés contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause. Les installations électriques sont réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100 (version compilée de 2009) concernant les locaux de ce type.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, l'intérieur de la cellule de dégroupage (cellule n°1) était équipée</p>

d'un éclairage LED avec détecteur de mouvement raccordé à un panneau solaire positionné sur le mur extérieur. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que les installations électriques avaient été réalisées et protégées conformément à la norme française NF C 15-100. Lors de cette inspection, il a été constaté la suppression de cet éclairage LED dans la cellule n°1.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1

Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 19/11/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025

Prescription contrôlée :

Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie.

[...]

Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Il établit, le cas échéant, des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Lors de la précédente inspection, les locaux pyrotechniques ne disposaient pas de détecteurs adaptés au risque incendie.

Lors de cette inspection, l'exploitant a présenté un devis d'un montant de 18 325 € HT en date du 22 décembre 2025 (signé le 13 janvier 2026) en vue de la mise en place d'une sécurité incendie par caméra thermique.

Selon les propos de l'exploitant, l'installation de cette détection est prévue à partir du lundi 26 janvier 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compte tenu de l'installation très prochaine d'un système de détection incendie, il est proposé de ne pas mettre en œuvre les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement à l'encontre de la société SO.SAL.EX. Cependant et dans le courant du mois de février 2026, l'exploitant confirmera à l'inspection la mise en place et le bon fonctionnement du système de détection incendie.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois